

de tirer sur une de nos positions placée totalement sous leur vue. Mais les rebelles expliquent que, quelque soit leur désir de le faire, ils ne peuvent passer dans nos rangs, car leurs familles à Huesca seraient massacrées.

Le commandement devant Huesca fait des appels fréquents à la désertion au moyen de hauts-parleurs placés en avant des lignes. Ces appels sont souvent suivis d'effets.

Enfin les rebelles manquent de munitions. Leur artillerie est très peu active et leur aviation ne se livre qu'à des bombardements hebdomadaires, d'ailleurs peu efficaces!

Madrid

Tout différents sont les caractères de la lutte devant Madrid. On se livre là une lutte acharnée avec des moyens de guerre ultra-modernes. Les avions de bombardement et de chasse sont en activité constante. Les tanks modernes montrent toute leur efficacité. Incendies et destructions d'immeubles, massacres d'enfants et de femmes par les rebelles, allongent chaque jour la liste des victimes.

La vraie guerre est celle de Madrid. Les contingents de miliciens ouvriers et de soldats expérimentés opposent une barrière infranchissable à l'avance des fascistes. L'appoint de bataillons composés de camarades antifascistes ouvriers, anciens combattants de la guerre de 1914-18, venus de tous les coins d'Europe, a élevé considérablement et très rapidement la valeur combattive des éléments qui se trouvent sur ce front.

Les journaux d'ici expriment l'admiration des espagnols pour la célèbre «Colonne Internationale». Citons quelques appréciations que nous lisons dans la presse:

«Nous avons pu voir un groupe de ces soldats que la solidarité internationale nous a adressée pour démontrer que le peuple espagnol n'est pas seul.»

«Nos lecteurs savent déjà quels sont ceux qui forment la Colonne Internationale. Ni des aventuriers, ni des mercenaires, ni des soldats de fortune. Simplement des hommes qui obéis-

sent à la discipline imposée par un parti ou une organisation et qui, en outre, veulent démontrer au peuple espagnol que sa lutte a soulevé de profonds sentiments de solidarité.»

«Nous n'aimons pas résister —dit un. Nous préférons attaquer. Et la vérité est que, après chaque attaque, la Colonne Internationale améliore ses positions. Sa tactique guerrière est en train de donner le bon exemple.»

L'admiration du journaliste à l'égard de la technique militaire, marque que la leçon a porté et portera chaque jour davantage.

«Il est utile de savoir se protéger. La tranchée est d'une grande utilité. Mais l'entonnoir creusé par l'explosion d'un obus ne l'est pas moins. Ces trous facilitent l'approche vers l'ennemi pour l'attaquer des points les plus proches avec des grenades plutôt qu'avec des fusils.»

«Et quand il n'y a pas de dénivellation utilisable, ils rampent collés au sol.»

Nous avons donné ces exemples, non pas pour montrer qu'en Espagne la tactique la plus élémentaire soulève l'admiration, mais pour faire comprendre combien étaient superficiels les reproches des camarades étrangers, anciens combattants, aux miliciens espagnols. S'il est vrai qu'on fit «la guerre avec des cartes Michelin», il doit être admis que le prolétariat espagnol avait à faire sa propre expérience de la guerre. Commencée avec des moyens et par des procédés rudimentaires, avec peu d'hommes, la lutte antifasciste, au fur et à mesure qu'elle s'étendait et s'aggravait, a pris la forme d'une véritable guerre. Mais d'une guerre dans laquelle l'Armée Rouge est en train de se former et de s'acquérir des titres de gloire devant la classe ouvrière espagnole et devant tout le prolétariat international.

Les ouvriers espagnols sont tout prêts à recevoir les conseils de leurs camarades étrangers. S'ils sont en partie désarmés par la dite neutralité, ils se sentent soutenus par leurs frères des autres pays. Avec cette collaboration, ils écraseront le fascisme criminel, pendant que leurs camarades de l'arrière édifieront la nouvelle société socialiste.

Le P. O. U. M. et la question agraire

A Barcelone, le 15 novembre, s'est réunie une Conférence agraire organisée par le P. O. U. M. De nombreuses délégations de la Catalogne et du Levant y participèrent. Nous reproduisons plus bas le texte approuvé à l'unanimité par les délégations.

Nous avons souvent insisté sur l'importance fondamentale de la question agraire pour l'avenir de la Révolution. De la solution apportée à cette question dépend le maintien de l'alliance entre les ouvriers et les paysans. Et sans cette alliance, la Révolution ne pourrait poursuivre son cours. Les camarades du P. O. U. M., forts de l'expérience des révolutions précédentes, de la Révolution russe en particulier, se donnent pour mission de maintenir les rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie, afin d'éviter les difficultés qui pourraient naître d'une rupture de ces rapports.

Certaines organisations ou plutôt certains groupes politiques dont les initiatives restèrent incontrôlées, appliquèrent à la campagne des mesures dont les effets créèrent des frictions entre les éléments dirigeants et les paysans. On a même été témoin quelquefois de procédés coercitifs qui risquaient de nous aliéner toute une classe qui doit être normalement l'aïllée du prolétariat.

Il est compréhensible, qu'au début de la guerre civile, les milices aient procédé à de nombreuses réquisitions à la campagne dans le but, d'assurer l'approvisionnement des combattants. Mais dès que le régime fut normalisé en Catalogne, par la direction ouvrière des destinées politiques du pays, il était inévitable et nécessaire que le paysan bénéficie de nouveau du produit de sa terre. Ce fut le cas dans l'ensemble de la Catalogne.

Dans toutes les révolutions il y a toujours des groupes politiques de base qui, dépassant les consignes des partis révolutionnaires, croient pouvoir réaliser immédiatement la transformation de l'économie du pays, en la faisant passer sans transition du système capitaliste à un système socialiste. C'est ainsi que des organisations, à la campagne, prétendirent imposer la collectivisation des terres, non seulement des grandes propriétés agraires, mais aussi des petites propriétés paysannes dont le revenu suffit à peine à nourrir une famille. On prêterait même, dans certains villages, imposer la suppression de la monnaie pour instituer un régime de troc. Dans ces cas isolés les paysans, gens méfiants par nature, reportèrent la responsabilité du régime qu'on voulait leur imposer sur l'ensemble des organisations dirigeantes de la Catalogne. Si on avait laissé ces initiatives néfastes se propager, on aurait assisté en peu de temps à la naissance d'une hostilité très dangereuse de la paysannerie à l'égard du prolétariat. Le résultat en eût été d'autant plus regrettable que les paysans en Catalogne ne se sont pas gênés de montrer leur sympathie à l'égard de la classe ouvrière et des combattants antifascistes qui défendent leur sol et leur ont promis de les émanciper.

La rupture de l'alliance entre la couche paysanne et les ouvriers ne manquerait pas de saper les fondements de l'économie catalane, de provoquer la raréfaction des produits alimentaires ou la hausse des prix, plongeant en définitive l'ensemble du pays dans une atmosphère hostile à la révolution.

Il faut reconnaître que toutes les organisations ouvrières ont dû admettre la nécessité de régler les rapports entre la

campagne et la ville de telle manière que leur solidarité en soit renforcée. Nous avons reproduit aussi dans le numéro 7 de la «Révolution Espagnole» l'opinion du Conseiller de l'Agriculture de la Généralité de Catalogne. Sans adhérer entièrement aux thèses développées par Ardiaca — lequel ne semble pas reconnaître la supériorité de l'exploitation collective sur la culture individuelle — nous les avons communiqués à nos lecteurs afin de les éclairer sur les problèmes agraires.

Dans le domaine de l'organisation et du contrôle du travail à la campagne, le P. O. U. M. avait un rôle de premier plan à jouer, car, dans les diverses «comarques», il influence de très importantes couches de paysans, tant par les syndicats agricoles que par son rayonnement propre, en qualité de parti révolutionnaire ayant acquis la confiance des masses.

Le P. O. U. M. n'a pas failli à son devoir. La résolution qui suit, si concise qu'elle soit, marque bien la voie qui scellera définitivement l'union des ouvriers et des paysans.

La terre est désormais socialisée; sa répartition sera faite par les municipalités. Le petit paysan dont le lopin de terre suffit juste pour nourrir sa famille continue à bénéficier de l'usufruit de sa culture. Les syndicats agricoles, dont l'existence devient obligatoire dans chaque commune, seront les intermédiaires indispensables entre le producteur et le consommateur. Toutes ces assurances étant fournies au petit producteur, il reste entendu qu'on s'efforcera, par l'éducation du paysan, de provoquer et d'étendre par la suite, l'exploitation collective de la terre, fournissant pour cela aux communautés les moyens dont elles ont besoin pour mener à bien une culture rationnelle. La démonstration «de visu» prou-

vera au paysan mieux que la plus belle des harangues, les avantages nouveaux qu'il peut tirer des formes collectives de travail.

Résolution de la Conférence

1.° Toute la terre doit être socialisée.
2.° Les syndicats agraires seront chargés de l'exécution de cette socialisation.

3.° La terre socialisée sera partagée, pour son exploitation, entre les paysans qui devront la cultiver, selon leurs nécessités.

4.° Les petits propriétaires actuels continueront à jouir de l'usufruit de la terre qu'ils cultivent. En aucun cas, un paysan ne devra posséder plus de terre que lui et sa famille ne peuvent cultiver.

5.° Le bénéfice de la production doit appartenir au cultivateur. Les syndicats et les coopératives seront les uniques intermédiaires entre le producteur et le consommateur.

6.° L'exploitation collective de la terre sera provoquée et l'on procurera toute l'aide économique et technique nécessaire.

7.° Etant donné que l'exploitation collective de la terre implique en grande partie, un processus éducatif, on créera des exploitations modèles que seront dotées de tous les éléments de la technique moderne et démontreront au paysan qu'avec moins d'effort que dans une exploitation individuelle, on obtient un rendement supérieur.

Le leader anarchiste Durruti

Buenaventura Durruti est mort. — La Fédération Anarchiste Ibérique et la Confédération Nationale du Travail perdent avec lui un de leurs meilleurs militants, un de leurs militants les plus intégrés et les plus valeureux. Après Ascaso tué le 20 juillet à Barcelone, et qui était depuis des années l'ami de Durruti, c'est le coup le plus dur qui est porté au mouvement anarchiste espagnol.

La Révolution elle, perd un de ses meilleurs chefs, une

des figures qui resteront dans les annales de la Révolution prolétarienne espagnole. Entraîneur d'hommes, précieux par l'enthousiasme qu'il savait faire rayonner autour de lui, précieux par ses qualités d'organisateur.

Durruti est mort, ceux qui n'avaient pas pu l'abattre sur les champs de bataille l'ont lâchement assassiné dans les rues de Madrid lorsqu'il descendait de sa voiture.

Durruti est une des figures les plus marquantes du mouvement révolutionnaire anarchiste international, un de ceux qui avait le plus lutté pour l'émancipation du prolétariat.

Buenaventura Durruti naquit le 14 juillet 1895 dans la ville de Léon, d'une famille de neuf enfants. Son père était employé aux chemins de fer. Il commença à travailler dès l'âge de 14 ans dans les ateliers de la compagnie où était son père. En 1907 éclate la grève des cheminots. Durruti doit fuir de Léon, de cette date commence sa vie de révolutionnaire.

De Léon il s'enfuit à Paris où il travaille trois années chez Bréguet.

Il retourne en Espagne à St. Sébastien vers 1920 et entre en contact avec les groupes anarchistes; de là il vient à Barcelone où la dictature Primo de Rivera tient sous sa botte le prolétariat catalan, il y fait connaissance avec Ascaso, García Olliver (aujourd'hui ministre de la Justice du Gouvernement central) Jover, Vivanco, jeunes militants anarchistes avec qui il se lie et avec qui il mènera tout le travail illégal. La répression continue féroce contre les militants des organisations ouvrières. Chaque jour le «jésuitisme» assassine les meilleurs défenseurs du prolétariat. Il faut en finir et venger les victimes. Le cardinal Soldevilla est exécuté par Ascaso et par Durruti.

Ils sont obligés de s'enfuir de l'Espagne et sont accueillis par des camarades d'Argentine, mais la police internationale veille et ils ne peuvent pas trouver de travail. A cette époque des attaques à main armée ont lieu dans ce pays contre les banques. La police les inculpe. Durruti et ses compagnons s'enfuirent avant son arrivée. Ils parcourent l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Chili, Cuba et le Mexique. De là ils se rendent à Paris dans l'intention d'en finir avec le roi. Le complot est découvert et il est arrêté avec ses compagnons. Nous sommes en 1926, et ils passeront une année en prison.

